

Culture/nom latin	Sous-groupe de cultures	Période des semailles
Scorzonera hispanica – scorsonère		printemps/été
Solanum lycopersicum (Lycopersicon esculentum, Lycopersicon lycopersicum) - tomate	cherry	automne - hiver
Solanum lycopersicum (Lycopersicon esculentum, Lycopersicon lycopersicum) - tomate	cocktail	automne - hiver
Solanum lycopersicum (Lycopersicon esculentum, Lycopersicon lycopersicum) - tomate	médias	automne - hiver
Solanum lycopersicum (Lycopersicon esculentum, Lycopersicon lycopersicum) - tomate	porte-greffes	automne - hiver
Solanum lycopersicum (Lycopersicon esculentum, Lycopersicon lycopersicum) - tomate	tomate prune	automne - hiver
Solanum lycopersicum (Lycopersicon esculentum, Lycopersicon lycopersicum) - tomate	grappe	automne - hiver
Solanum tuberosum - pomme de terre		printemps/été
Spinacia oleracea – épinards		pendant toute l'année
Valerianella olitoria – mâche	à feuilles longues	pendant toute l'année
Valerianella olitoria – mâche	fleurettes	pendant toute l'année
Zea mays convar. saccharata – maïs doux		printemps/été

Vu pour être annexé à l'arrêté du chef de division du 27 novembre 2015 fixant les listes des niveaux 1 et 2 telles que visées à l'arrêté ministériel du 20 avril 2015 établissant les prescriptions de production exceptionnelles pour l'utilisation de semences non biologiques ou de plants de pommes de terre non biologiques.

Bruxelles, le 27 novembre 2015.

Le chef de division de la Division Sensibilisation, Politique des groupes cibles et Qualité des Plants  
du Département de l'Agriculture et de la Pêche,

J. VERSTRYNGE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/201101]

#### 18 FEVRIER 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les formes du recours en matière d'ouverture, de modification ou de suppression d'une voirie communale

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 20 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale;

Vu l'arrêté du 3 février 2011 déterminant les formes de la demande et du recours en matière d'ouverture, de modification ou de suppression d'une voirie communale;

Vu l'avis n° 57.450/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 mai 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport d'évaluation concluant à l'absence d'impact du présent arrêté sur la situation respective des hommes et des femmes, conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sous peine d'irrecevabilité, les recours visés à l'article 18 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale, ci-après le décret, et les décisions visées à l'article 17 du décret sont envoyés, à l'adresse de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie, ci-après DGO4, où se situe le bureau du directeur général.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le demandeur, auteur du recours, indique :

1<sup>o</sup> la date à laquelle il a reçu la notification de la décision ou de l'absence de décision communale;

2<sup>o</sup> à défaut d'une telle notification ou de décision communale dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre de rappel visée à l'article 16 du décret, la date de l'échéance du délai dans lequel la commune devait prendre sa décision.

§ 2. Le demandeur, auteur du recours, joint à son recours :

1<sup>o</sup> soit une copie du dossier de la demande d'ouverture de voirie visée à l'article 11 du décret;

2<sup>o</sup> soit une copie du dossier de la demande de permis d'urbanisme, d'urbanisation ou de permis d'urbanisme de constructions groupées, en ce compris les pièces relatives à l'ouverture de voirie;

3<sup>o</sup> soit une copie du dossier de la demande de permis unique visée à l'article 96 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, en ce compris les pièces relatives à l'ouverture de voirie;

4° le cas échéant, une copie de la notification par la commune de la décision ou de l'absence de décision dont recours;

5° le cas échéant, une copie de la lettre de rappel visée à l'article 16 du décret.

Les plans des voiries à ouvrir, modifier ou supprimer sont envoyés en trois exemplaires, plus un exemplaire par commune sur le territoire de laquelle les actes et travaux sont envisagés en tout ou en partie.

§ 3. Un tiers justifiant d'un intérêt, auteur du recours, joint à son recours :

- la décision communale si elle existe ou l'ordre du jour du conseil communal au cours duquel la décision a été prise;

- la mention de la date de la prise de connaissance de la décision ou de l'absence de décision communale.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Dans les dix jours à dater de la réception du recours, la DGO4 envoie à l'auteur du recours un relevé des pièces et dates manquantes.

§ 2. Dans le délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, la DGO4 adresse à l'auteur du recours un accusé de réception avec mention du délai dans lequel la décision ministérielle sera notifiée et l'effet de l'absence de notification dans ce délai.

§ 3. Dans le délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, la DGO4 :

1° invite la commune à lui envoyer une copie du dossier de l'instruction de la demande d'ouverture de voirie et lui adresse une copie du recours et de l'accusé de réception visé au paragraphe 2;

2° le cas échéant, adresse une copie du recours et de l'accusé de réception visé au paragraphe 2 à l'autorité chargée de statuer sur la demande de permis d'urbanisme, d'urbanisation ou de permis d'urbanisme de constructions groupées ou à l'autorité visée à l'article 96 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 3, si le recours est introduit par un tiers justifiant d'un intérêt, la DGO4 :

1° invite la commune à lui envoyer une copie du dossier de la demande et du dossier d'instruction et lui adresse une copie du recours et de l'accusé de réception visé au paragraphe 2;

2° adresse une copie du recours et de l'accusé de réception visé au paragraphe 2 au demandeur et, le cas échéant, à l'autorité chargée de statuer sur la demande de permis.

**Art. 4.** Le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement exerce, pour le compte de la Région, le droit de préférence visé par l'article 46, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du décret.

Il notifie son intention au collège communal, conformément à l'article 47 du décret, dans les soixante jours calendriers à compter du premier jour suivant la réception de la décision visée à l'article 17 du décret, par la DGO4. A défaut, la Région renonce à son droit de soumissionner.

**Art. 5.** Le pouvoir de décision visé à l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret est délégué au Ministre de l'Aménagement du Territoire.

**Art. 6.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 3 février 2011 déterminant les formes de la demande et du recours en matière d'ouverture, de modification ou de suppression d'une voirie communale est abrogé.

**Art. 7.** Le présent arrêté s'applique aux recours dont la date d'envoi est postérieure à son entrée en vigueur.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 9.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 février 2016.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,  
des Aéroports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

---

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/201101]

#### 18. FEBRUAR 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Formvorschriften zum Einlegen eines Einspruchs in Sachen Eröffnung, Änderung oder Abschaffung eines kommunalen Verkehrsweges

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels 20 des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrsnetz;

Aufgrund des Erlasses vom 3. Februar 2011 zur Festlegung der Formen der Antragstellung und des Einspruchs in Sachen Eröffnung, Änderung oder Abschaffung eines Gemeindeweges;

Aufgrund des am 20. Mai 2015 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 57.450/4, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund des Bewertungsberichts, dem zufolge vorliegender Erlass keinerlei Auswirkungen auf die jeweilige Situation von Männern und Frauen hat, in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Auf Vorschlag des Ministers für Raumordnung;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Um gültig zu sein, sind die in Artikel 18 des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrsnetz, nachstehend "das Dekret" genannt, angeführten Einsprüche und die in Artikel 17 des Dekrets erwähnten Beschlüsse an die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des öffentlichen Dienstes der Wallonie, nachstehend "die OGD4" genannt, in dessen Räumlichkeiten sich das Büro des Generaldirektors befindet, zu richten.

**Art. 2** - § 1 - Der Antragsteller, der Einspruch einlegt, teilt folgende Angaben mit:

1° das Datum, an dem ihm der Beschluss bzw. das Ausbleiben eines Beschlusses der Gemeinde zugestellt wurde;

2° in Ermangelung einer solchen Zustellung oder eines Beschlusses der Gemeinde innerhalb von dreißig Tagen ab Eingang des in Artikel 16 des Dekrets genannten Erinnerungsschreibens, das Ablaufdatum der Frist, innerhalb der die Gemeinde ihren Beschluss zu fassen hatte.

§ 2 - Der Antragsteller, der Einspruch einlegt, fügt seinem Einspruch folgende Unterlagen bei:

1° entweder die Abschrift der Akte zur in Artikel 11 des Dekrets erwähnten Beantragung der Eröffnung eines Weges;

2° oder die Abschrift der Akte zur Beantragung der Städtebaugenehmigung, der Verstärkungsgenehmigung oder der Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten, darunter auch die Unterlagen in Bezug auf die Eröffnung eines Weges;

3° oder die Abschrift der Akte zur in Artikel 96 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Beantragung einer Globalgenehmigung, einschließlich der Unterlagen in Bezug auf die Eröffnung eines Weges;

4° gegebenenfalls eine Abschrift der Zustellung durch die Gemeinde des dem Einspruch zugrundeliegenden Beschlusses oder Ausbleibens eines Beschlusses;

5° gegebenenfalls eine Abschrift des in Artikel 16 des Dekrets genannten Erinnerungsschreibens.

Die Pläne der zu eröffnenden, zu ändernden oder abzuschaffenden Wege werden in drei Exemplaren, plus ein Exemplar pro Gemeinde, auf deren Gebiet die Handlungen und Arbeiten ganz oder teilweise vorgesehen sind, versandt.

§ 3 - Eine Drittperson, die bei nachgewiesenem Interesse Einspruch einlegt, fügt ihrem Einspruch folgende Elemente bei:

- den Beschluss der Gemeinde, wenn dieser vorliegt, oder die Tagesordnung des Gemeinderats, bei dem der Beschluss getroffen wurde;

- die Angabe des Datums, an dem der Beschluss der Gemeinde oder dessen Ausbleiben zur Kenntnis genommen wurde.

**Art. 3** - § 1 - Binnen zehn Tagen ab Eingang des Einspruchs sendet die OGD4 dem Urheber des Einspruchs ein Verzeichnis der fehlenden Unterlagen und Daten zu.

§ 2 - Innerhalb der in § 1 genannten Frist übermittelt die OGD4 dem Urheber des Einspruchs eine Empfangsbestätigung, in der der Zeitraum, in dem ihm der ministerielle Beschluss zugestellt werden muss, und die Folgen des Ausbleibens einer Zustellung innerhalb dieses Zeitraums angegeben werden.

§ 3 - Innerhalb der in § 1 genannten Frist:

1° fordert die OGD4 die Gemeinde auf, ihr eine Abschrift der Akte zur Untersuchung des Antrags auf die Eröffnung eines Weges zu senden, und übermittelt ihr eine Abschrift des Einspruchs und der in § 2 erwähnten Empfangsbestätigung;

2° richtet die OGD4 gegebenenfalls eine Abschrift des Einspruchs und der in § 2 erwähnten Empfangsbestätigung an die Behörde, die damit beauftragt ist, über den Antrag auf Städtebaugenehmigung, Verstärkungsgenehmigung oder Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten zu befinden, oder an die in Artikel 96 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Behörde.

§ 4 - In Abweichung von § 3, wenn der Einspruch von einer Drittperson, die ein Interesse nachweist, eingelegt wird:

1° fordert die OGD4 die Gemeinde auf, ihr eine Abschrift der Antrags- und der Untersuchungsakte zu senden, und übermittelt ihr eine Abschrift des Einspruchs und der in § 2 erwähnten Empfangsbestätigung;

2° richtet die OGD4 eine Abschrift des Einspruchs und der in § 2 erwähnten Empfangsbestätigung an den Antragsteller und gegebenenfalls an die Behörde, die damit beauftragt ist, über den Genehmigungsantrag zu befinden.

**Art. 4** - Der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt übt im Auftrag der Region das in Artikel 46 Absatz 1 Ziffer 1 des Dekrets genannte Vorzugsrecht aus.

In Übereinstimmung mit Artikel 47 des Dekrets teilt er dem Gemeinderat seine Absicht innerhalb von sechzig Kalendertagen ab dem ersten Tag nach Eingang des in Artikel 17 des Dekrets genannten Beschlusses bei der OGD4 mit. Andernfalls verzichtet die Region auf ihr Recht zur Angebotsabgabe.

**Art. 5** - Die in Artikel 19 Absatz 1 des Dekrets erwähnte Befugnis zur Beschlussfassung wird dem Minister für Raumordnung übertragen.

**Art. 6** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Februar 2011 zur Festlegung der Formen der Antragstellung und des Einspruchs in Sachen Eröffnung, Änderung oder Abschaffung eines Gemeindegeweges wird aufgehoben.

**Art. 7** - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die Einsprüche, deren Versanddatum nach dessen Inkrafttreten liegt.

**Art. 8** - Der vorliegende Erlass tritt in Kraft am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer zehntägigen Frist beginnend ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

**Art. 9** - Der Minister für Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Februar 2016

Der Minister-Präsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz  
C. DI ANTONIO

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/201101]

#### 18 FEBRUARI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de vormen van het beroep inzake de opening, de wijziging of de afschaffing van een gemeenteweg

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 20 van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 februari 2011 tot bepaling van de vormen betreffende de aanvraag en de indiening van een beroep inzake de opening, de wijziging of de afschaffing van een gemeenteweg;

Gelet op het advies nr. 57.450/4 van de Raad van State, gegeven op 20 mei 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het evaluatierapport waarin vastgesteld wordt dat dit besluit geen weerslag heeft op de respectievelijke toestand van mannen en vrouwen, overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Op straffe van niet-ontvankelijkheid worden de beroepen bedoeld in artikel 18 van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen, hierna het decreet, en de beslissingen bedoeld in artikel 17 van het decreet gericht aan het adres van het Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst, hierna het DGO4, waar het kantoor van de directeur-generaal gevestigd is.

**Art. 2.** § 1. De aanvrager, auteur van het beroep, vermeldt :

1° de datum waarop hij in kennis gesteld werd van de gemeentelijke beslissing of van het gebrek aan gemeentelijke beslissing;

2° bij gebrek aan een dergelijke kennisgeving of aan gemeentelijke beslissing binnen een termijn van dertig dagen, met ingang op de datum van ontvangst van de herinneringsbrief bedoeld in artikel 16 van het decreet, de vervaldatum van de termijn waarin de gemeente haar beslissing moest nemen.

§ 2. De aanvrager, auteur van het beroep, voegt bij zijn beroep :

1° hetzij een afschrift van het dossier inzake de aanvraag tot wegopening bedoeld in artikel 11 van het decreet;

2° hetzij een afschrift van het dossier inzake de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning, tot bebouwingsvergunning of tot stedenbouwkundige vergunning voor gegroepeerde bouwwerken, met inbegrip van de stukken betreffende de wegopening;

3° hetzij een afschrift van het dossier inzake de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning bedoeld in artikel 96 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, met inbegrip van de stukken betreffende de wegopening;

4° in voorkomend geval, een afschrift van de kennisgeving door de gemeente van de beslissing of van het gebrek aan beslissing die/dat het voorwerp van het beroep uitmaakt;

5° desgevallend, een afschrift van de herinneringsbrief bedoeld in artikel 16 van het decreet.

De plannen van de te openen, te wijzigen of af te schaffen wegen worden in drie exemplaren gestuurd, plus één exemplaar per gemeente op het grondgebied waarvan de handelingen en werken voor een deel of voor het geheel overwogen worden.

§ 3. Een belanghebbende derde, auteur van het beroep, voegt bij zijn beroep :

- de gemeentelijke beslissing als ze bestaat of de agenda van de gemeenteraad waarop de beslissing is genomen;

- de datum waarop hij de kennisgeving van de beslissing of het gebrek aan beslissing van de gemeente ontvangen heeft.

**Art. 3.** § 1. Binnen tien dagen, met ingang op de datum van ontvangst van het beroep, stuurt het DGO4 een overzicht van de ontbrekende stukken en data aan de auteur van het beroep.

§ 2. Binnen de termijn bedoeld in paragraaf 1 richt het DGO4 aan de auteur van het beroep een bericht van ontvangst met melding van de termijn waarin de ministeriële beslissing betekend zal worden en de gevolgen van het gebrek aan kennisgeving binnen die termijn.

§ 3. Binnen de termijn bedoeld in paragraaf 1 :

1° verzoekt het DGO4 de gemeente erom hem een afschrift van het dossier van het onderzoek van de aanvraag tot wegopening toe te sturen en richt het haar een afschrift van het beroep en van het bericht van ontvangst bedoeld in paragraaf 2;

2° richt het desgevallend een afschrift van het beroep en van het bericht van ontvangst bedoeld in paragraaf 2 aan de autoriteit die zich moet uitspreken over de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning, bebouwingsvergunning of stedenbouwkundige vergunning voor gegroepeerde bouwwerken, of aan de autoriteit bedoeld in artikel 96 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

§ 4. In afwijking van paragraaf 3, als het beroep door een belanghebbende derde wordt ingediend, :

1° verzoekt het DGO4 de gemeente erom hem een afschrift van het aanvraagdossier en van het onderzoeksdossier toe te sturen en richt het haar een afschrift van het beroep en van het bericht van ontvangst bedoeld in paragraaf 2;

2° richt het een afschrift van het beroep en van het bericht van ontvangst bedoeld in paragraaf 2 aan de aanvrager en, desgevallend, aan de autoriteit die zich moet uitspreken over de vergunningsaanvraag.

**Art. 4.** De directeur-generaal van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu oefent voor rekening van het Gewest het in artikel 46, eerste lid, 1°, van het decreet bedoelde voorkeursrecht uit.

Hij geeft het gemeentecollege overeenkomstig artikel 47 van het decreet kennis van zijn voornemen binnen zestig kalenderdagen, met ingang op de eerste dag na ontvangst door het DG04 van de beslissing bedoeld in artikel 17 van het decreet. Bij gebreke daarvan ziet het Gewest af van zijn recht op inschrijving.

**Art. 5.** De beslissingsbevoegdheid bedoeld in artikel 19, eerste lid, van het decreet wordt overgedragen aan de Minister van Ruimtelijke Ordening.

**Art. 6.** Het besluit van de Waalse Regering van 3 februari 2011 tot bepaling van de vormen betreffende de aanvraag en de indiening van een beroep inzake de opening, de wijziging of de afschaffing van een gemeenteweg wordt opgeheven.

**Art. 7.** Dit besluit is van toepassing op de beroepen waarvan de verzenddatum na de inwerkingtreding ervan valt.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 9.** De Minister voor Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van voorliggend besluit.

Namen, 18 februari 2016.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO